

La crise porte l'espoir d'une autre croissance

▀ Nicolas Braemer • nicolas.braemer@territorial.fr



Michel Godet

Michel Godet est professeur au Conservatoire national des arts et métiers, titulaire de la chaire de Prospective stratégique. Il est aussi membre de l'Académie des technologies et du Conseil d'analyse économique. Il publie, le 2 avril, une édition complètement refondue et actualisée de « *Le Courage du bon sens, pour construire l'avenir autrement* », aux éditions Odile Jacob. www.lapropective.fr



Grands patrons et banquiers semblent les seuls à ne pas tirer les leçons de la crise. Fallait-il leur venir en aide ?

Le citoyen n'a pas compris pourquoi ceux qui ont joué au casino financier avec l'argent des autres demandent ensuite au contribuable d'éponger leurs pertes, tandis que, lorsque la bulle financière leur apportait des bonus indécents, ils ne partageaient avec personne !

Si chacun d'entre nous bouge là où il se trouve, c'est l'ensemble de la société qui bougera

Il ne sert à rien d'aider une entreprise en difficulté, si l'on ne change pas d'abord ses dirigeants, en l'occurrence les banquiers qui ont fauté. Il ne suffit pas de remettre au pot pour lever l'incertitude sur le trou des banques, il faudrait aussi déplacer ceux qui cherchent à le cacher. Tant que durera ce poker menteur, la confiance ne reviendra pas. Attention à ce qu'ils ne recommencent pas : en gardant les mêmes, on prend le risque qu'ils recommencent à fauter.

En quoi cette crise est-elle « porteuse d'espoir » ? L'avenir n'a jamais paru aussi sombre !

Nous sortons d'une période de croissance sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Je suis confiant pour l'avenir. Depuis quarante ans, les États-Unis et la zone euro ont connu en moyenne six phases d'expansion de vingt-quatre trimestres successifs et autant de récessions de quatre trimestres seulement. L'hiver de la récession est six fois moins long que les beaux jours de l'expansion.

En France, le recul de 2 à 3 % du PIB ne doit pas faire oublier que le niveau de vie par habitant a augmenté de 50 % depuis 1980 et que nous avons gagné cinq années d'espérance de vie ! Cessons de pleurer la

bouche pleine et gardons confiance en l'avenir : nos enfants, devenus rares sur le marché du travail, seront plus que jamais convoités et vivront encore plus longtemps et mieux que nous ! Cette crise est moins une crise matérielle qu'une crise de sens de la croissance. La richesse de biens n'empêche pas la pauvreté des liens.

Fallait-il faire de la relance, au risque d'aggraver les déficits publics ?

En période de crise, l'État doit intervenir en étant soucieux de ne pas trop aggraver les déficits publics que les générations futures devront payer. Il a bien fait de centrer la relance sur l'investissement dont ces mêmes générations profiteront aussi. On aurait eu tort d'augmenter les salaires et de relancer la consommation, ce qui n'aurait fait que creuser le déficit extérieur et nuire encore plus à notre compétitivité. N'oublions pas que 40 % de notre déficit industriel se fait vis-à-vis de l'Allemagne. Pourtant, l'Allemagne n'est pas un pays à bas salaire, mais l'heure de travail dans l'industrie y coûte moins cher qu'en France

Finalement, qu'est-ce qu'avoir le « courage du bon sens » ?

C'est se poser la vraie question sur le sens de la croissance et sa durabilité. Le bonheur ne passe pas uniquement par l'augmentation de la consommation matérielle, mais par le sens responsable que l'on donne à sa vie en respectant la planète et préparant l'avenir des générations futures. De ce point de vue, c'est tout notre mode de consommation qu'il faut revoir.

Si je devais résumer le message de cet ouvrage, ce serait : il n'est de richesses que d'hommes, éduqués, épanouis, dans une société de confiance et de projets. La société de projets se situe à l'opposé d'un projet de société, imposé d'en haut. Si chacun d'entre nous bouge là où il se trouve, c'est l'ensemble de la société qui bougera. ■